BV.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
- 2 - 12 - 1987
Transmis à M. Coordination
Overgemaakt aan de H.

L. 18.220/9.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 5 août 1987, d'une demande d'avis, sur un projet d'arrêté royal "relatif à la composition et au fonctionnement du comité de négociation du personnel de la gendarmerie", a donné le 18 novembre 1987 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 5 augustus 1987 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de samenstelling en de werking van het onderhandelingscomité van het rijkswachtpersoneel", heeft op 18 november 1987 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

+

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

L'intitulé ne reflète que partiellement l'objet de l'arrêté en projet. Certaines dispositions sont en effet relatives à la création et à la compétence du comité de négociation.

Dans un souci de concision, il est proposé d'écrire :

"Arrêté royal relatif au comité de négociation du personnel de la gendarmerie".

.../...

PREAMBULE.

Alinéa 1er.

Il serait préférable d'écrire :

"Vu la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel du cadre actif de la gendarmerie, notamment les articles 2, 3, 4, 6 et 17;".

DISPOSITIF.

Article 1er.

La mise en vigueur, par étapes, de l'article 2 de la loi, est commandée par la conception même de cette disposition. Toutefois, il serait plus simple, au regard de la technique législative, d'énoncer la restriction relative à la mise en vigueur de la disposition précitée sous la forme d'une dispense provisoire et partielle d'application de l'article 2, à insérer dans un chapitre contenant les "dispositions transitoires et finales" du projet.

Ces dispositions devraient prévoir également le maintien en vigueur de l'ancien régime de consultation institué par l'arrêté royal du 2 février 1965, en déterminant la suite réservée aux procédures de consultation engagées devant la commission consultative du personnel de la gendarmerie avant l'application intégrale de l'article 2 de la loi, ainsi qu'aux avis rendus à l'issue de pareilles procédures.

.../...

Un texte sera proposé ci-après, qui a reçu l'accord des délégués du Ministre.

Chapitre II (devenant le chapitre 1er).

L'intitulé de ce chapitre doit être : "Définitions".

Article 2 (devenant l'article 1er).

La rédaction suivante est proposée :

"Dans le présent arrêté :

1° les mots "la loi" désignent la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel du cadre actif de la gendarmerie;

2° les mots "organisation syndicale" désignent l'organisation syndicale qui est considérée comme représentative conformément à l'article 5 de la loi;

3° les mots "jours ouvrables" désignent les jours autres que les samedis, les dimanches, les jours fériés légaux ou les jours où le service est réglé comme un dimanche".

Article 4 (devenant l'article 3).

Au paragraphe 1er, le texte suivant traduirait mieux les intentions du Gouvernement.

.../...

"§ 1er. Les négociations prescrites par l'article 2 de la loi ont lieu au sein du comité créé par l'article 2 du présent arrêté.

Ce comité a également pour mission d'émettre les avis ... (la suite comme au projet)".

Article 5 (devenant l'article 4).

Paragraphe 1er.

De l'accord des délégués du Ministre, le 3° devrait être supprimé; il devrait être remplacé par un second alinéa, qui porterait en outre la disposition contenue au paragraphe 4 de l'article, sous la forme suivante :

"Le comité dispose d'un secrétariat organisé par le Ministre de la Défense nationale et composé de membres du personnel de la gendarmerie".

Paragraphe 2.

Alinéa 3.

Le commandant de la gendarmerie, s'il dispose dans certaines matières d'un pouvoir de décision, n'a jamais, conformément aux règles du droit public, une compétence de décision autonome. Il y a donc lieu de supprimer le mot "autonome" à la fin de l'alinéa 3.

Alinéa 6.

La rédaction suivante est proposée :

.../...

"Si la délégation de l'autorité ne comprend pas de membre du personnel de la gendarmerie, un membre de ce personnel y est adjoint en qualité de technicien".

Paragraphe 3.

Alinéa 2.

Il y a lieu de remplacer le mot "parmi" par "sur".

Alinéa 5.

Tel qu'il est rédigé, le texte donne à croire qu'il existerait un intérêt du corps de la gendarmerie distinct de celui de la Défense nationale. Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier s'il convient d'admettre comme cause de récusation d'un technicien l'intérêt propre à un corps, ou s'il y a lieu de se référer à des conditions tenant au bon accomplissement des missions attribuées à la gendarmerie.

Article 7 (devenant l'article 6).

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il a été indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8 (devenant l'article 7).

Paragraphe 2.

A l'alinéa 2, il convient d'écrire :

"Ceux-ci lui communiquent le nom des personnes qui ... (la suite comme au projet)".

Article 10 (devenant l'article 9).

A l'alinéa 1er, il convient de remplacer le mot "abordé" par "examiné".

L'alinéa 1er du texte néerlandais devrait être rédigé comme il a été indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 13 (devenant l'article 12).

A l'alinéa 2, les mots "pour être effectives", qui sont inutiles, doivent être supprimés.

Article 15 (devenant l'article 14).

Paragraphe 2.

A la fin de l'alinéa 1er, il y a lieu de remplacer les mots "dans le délai précité de dix jours ouvrables" par les mots "dans le délai visé au paragraphe 1er".

.../...

L'alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Dans les dix jours ouvrables qui suivent la date à laquelle le texte du protocole devient définitif, une copie de celui-ci est envoyée ... (la suite comme au projet)".

Le texte néerlandais du paragraphe 2 devrait être rédigé en tenant compte des remarques qui ont été faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 18 (devenant l'article 17).

Les mots "Sans préjudice des dispositions de l'article 4" sont superflus et doivent donc être omis.

Chapitre V (devenant le chapitre IV).

Conformément aux observations formulées au sujet de l'article 1er du projet, ce chapitre devrait être rédigé comme suit :

"Chapitre IV.- Dispositions transitoires et finales.

Article 19.

§ 1er. Pour les matières visées à l'article 2, § 1er, de la loi, la procédure de négociation prescrite par cet article n'est pas applicable jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal déterminant les réglementations de base.

.../...

§ 2. Les procédures de consultation portant sur les matières dont il est question au paragraphe 1er, qui ont été engagées, en vertu de l'arrêté royal du 2 février 1965 instituant une commission consultative du personnel de la gendarmerie, par l'inscription à l'ordre du jour de l'organe de consultation intéressé, avant la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté visé au paragraphe 1er, sont poursuivies jusqu'à leur accomplissement.

Les avis rendus à l'issue de ces procédures conservent leur validité et les projets ou propositions de mesures qui ont fait l'objet d'un avis ne doivent dès lors pas être soumis de nouveau à la procédure de négociation prévue par la loi :

a) si la décision que l'autorité prend s'accorde avec le projet ou la proposition de mesures soumis à l'organe de consultation;

b) si les modifications apportées par l'autorité au projet ou à la proposition de mesures qu'elle a soumis à l'organe de consultation, ont pour seul effet de rendre les mesures conformes à l'avis émis.

Le régime prévu aux alinéas 1er et 2 cesse d'être applicable si l'autorité n'a pas pris de décision relative au projet ou à la proposition de mesures soumis à l'organe de consultation dans les ... mois suivant la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal visé au paragraphe 1er.

.../...

§ 3. La détermination des réglementations de base prévue à l'article 2, § 2, de la loi, n'est pas soumise à l'avis de la commission consultative du personnel de la gendarmerie.

Article 20.

Les articles 2, 3, 4 et 6 de la loi et le présent arrêté entrent en vigueur le ...

Article 21.

(Comme à l'article 22 du projet) (1).

---

(1) Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

+

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Het opschrift geeft het doel van het ontworpen besluit slechts gedeeltelijk weer. Sommige bepalingen hebben namelijk betrekking op de oprichting en de bevoegdheid van het onderhandelingscomité.

Om het opschrift kort te houden, wordt voorgesteld te schrijven :

"Koninklijk besluit betreffende het onderhandelingscomité van het rijkswachtpersoneel".

.../...

AANHEF.

Eerste lid.

Het zou verkieselijk zijn te schrijven :

"Gelet op de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het rijkswachtpersoneel van het actief kader, inzonderheid op de artikelen 2, 3, 4, 6 en 17;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Het stapsgewijze in werking doen treden van artikel 2 van de wet is een noodzaak die volgt uit de wijze zelf waarop die bepaling is opgevat. Toch zou het uit een oogpunt van wetgevingstechniek eenvoudiger zijn de beperking ten aanzien van het in werking doen treden van de voormelde bepaling te formuleren in de vorm van een voorlopige en gedeeltelijke vrijstelling van toepassing van artikel 2, welke een plaats zou moeten krijgen in een hoofdstuk dat de "overgangs- en slotbepalingen" van het ontwerp bevat.

Die bepalingen zouden er eveneens voor moeten zorgen dat de bij het koninklijk besluit van 2 februari 1965 ingestelde vroegere adviesregeling van kracht blijft, door te bepalen welk gevolg gegeven wordt aan de adviesprocedures welke bij de commissie van advies voor

het personeel van de rijkswacht op gang zijn gebracht vóór de algehele toepassing van artikel 2 van de wet, alsmede aan de adviezen waarmee zodanige procedures worden besloten.

Verderop wordt een tekst voorgesteld waarmee de gemachtigden van de Minister hebben ingestemd.

Hoofdstuk II (dat artikel I wordt).

Men geve aan dit hoofdstuk als opschrift :

"Begripsbepalingen".

Artikel 2 (dat artikel 1 wordt).

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"In dit besluit :

1° duiden de woorden "de wet" op de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het rijkswachtpersoneel van het actief kader;

2° duiden de woorden "syndicale organisatie" op de syndicale organisatie die geacht wordt representatief te zijn overeenkomstig artikel 5 van de wet;

.../...

3° duidt het woord "werkdagen" op de andere dagen dan zaterdagen, zondagen, wettelijke feestdagen of dagen waarop de dienst geregeld is als op een zondag".

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

In paragraaf 1 zou de hierna volgende tekst de bedoeling van de Regering beter vertolken :

"§ 1. De bij artikel 2 van de wet voorgeschreven onderhandelingen geschieden in het comité dat bij artikel 2 van dit besluit wordt ingesteld.

Dit comité is eveneens belast met het uitbrengen van de adviezen waarvan sprake is in de artikelen ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

Paragraaf 1.

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat 3° zou moeten vervallen; het zou vervangen moeten worden door een tweede lid, dat bovendien de in paragraaf 4 van het artikel vervatte bepaling in de volgende vorm zou bevatten :

"Het comité beschikt over een door de Minister van Landsverdediging georganiseerd secretariaat dat bestaat uit personeelsleden van de rijkswacht".

Paragraaf 2.

Derde lid.

Hoewel de commandant van de rijkswacht in bepaalde aangelegenheden beslissingsbevoegdheid bezit, heeft hij, overeenkomstig de regels van het publiek recht, nooit een autonome beslissingsbevoegdheid. Het woord "autonome" aan het eind van het derde lid moet dus vervallen.

Zesde lid.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Indien de afvaardiging van de overheid geen personeelslid van de rijkswacht omvat, wordt er een lid van dat personeel in de hoedanigheid van technicus aan toegevoegd".

Paragraaf 3.

Tweede lid.

In de Franse tekst moet het woord "parmi" vervangen worden door het woord "sur".

Vijfde lid.

Zoals de tekst gesteld is, wekt hij de indruk dat er een belang van het rijkswachtkorps bestaat dat verschilt van dat van Landsverdediging. De Regering zal moeten oordelen of het belang dat eigen is aan een korps behoort te worden aangenomen als grond waarop een technicus kan worden gewraakt, dan wel of er rekening dient te worden gehouden met vereisten die verband houden met de degelijke uitvoering van de taken die aan de rijkswacht zijn opgedragen.

.../...

Artikel 7.

Artikel 7 zou als volgt geredigeerd moeten worden :

Artikel 7.

§ 1. Een aangelegenheid wordt ter onderhandeling voorgelegd op initiatief van de overheid of van een syndicale organisatie.

§ 2. De syndicale organisatie richt daartoe, bij een ter post aangetekend schrijven, een verzoek aan de Minister van Landsverdediging die het in voorkomend geval doorstuurt naar de bevoegde Minister of Staatssecretaris.

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

Paragraaf 2.

In het tweede lid schrijve men :

"Deze laatsten delen hem de namen mede van de personen die hun departement ... (voorts zoals in het ontwerp).

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt).

In het eerste lid van de Franse tekst behoort het woord "abordé" te worden vervangen door het woord "examiné".

.../...

De Nederlandse tekst van het eerste lid zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"De onderhandeling eindigt binnen dertig kalenderdagen te rekenen vanaf de dag dat het comité het punt voor het eerst heeft onderzocht".

Artikel 13 (dat artikel 12 wordt).

In het tweede lid moeten de woorden "Om doorgang te vinden" als overbodig vervallen.

Artikel 15 (dat artikel 14 wordt).

Paragraaf 2.

In de Nederlandse tekst van de eerste volzin van het eerste lid schrijve men : "te rekenen vanaf de verzending" in plaats van "sedert de postdatum van de verzending".

In de tweede volzin van het eerste lid zouden de woorden "binnen de voormelde termijn van tien werkdagen" vervangen moeten worden door de woorden "binnen de in paragraaf 1 genoemde termijn".

De tweede volzin van het tweede lid zou als volgt gesteld moeten worden :

"In het tegenovergestelde geval worden de opmerkingen onderzocht op een volgende vergadering die plaats heeft binnen tien werkdagen".

.../...

Het zou beter zijn het derde lid als volgt te redigeren :

"Binnen tien werkdagen na de datum waarop de tekst van het protocol definitief is geworden, wordt een afschrift ervan toegezonden ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 18.

De woorden "Onverminderd de bepalingen van artikel 4" zijn overbodig en moeten dus vervallen.

Hoofdstuk V (dat hoofdstuk IV wordt).

Overeenkomstig de opmerkingen die bij artikel 1 van het ontwerp gemaakt zijn, zou dit hoofdstuk als volgt geredigeerd moeten worden :

"Hoofdstuk IV. - Overgangs- en slotbepalingen.

Artikel 19.

§ 1. Wat de in artikel 2, § 1, van de wet bedoelde aangelegenheden betreft, is de door dat artikel voorgeschreven onderhandelingsprocedure niet toepasselijk totdat het koninklijk besluit tot aanwijzing van grondregelingen in werking is getreden.

§ 2. De adviesprocedures met betrekking tot de in paragraaf 1 bedoelde aangelegenheden, die krachtens het koninklijk besluit van 2 februari 1965 tot oprichting

.../...

van een commissie van advies voor het personeel van de rijkswacht, vóór de datum van inwerkingtreding van het in paragraaf 1 bedoelde besluit, aangevat zijn door inschrijving op de agenda van het betrokken adviesorgaan, worden voortgezet totdat ze afgewikkeld zijn.

De adviezen die aan het einde van die procedures worden uitgebracht, blijven geldig en ten aanzien van de ontworpen of voorgestelde maatregelen waarover geadviseerd is, behoeft derhalve niet opnieuw de bij de wet voorgeschreven onderhandelingsprocedure te worden gevolgd :

a) indien de beslissing die door de overheid wordt genomen in overeenstemming is met de ontworpen of voorgestelde maatregelen die aan het adviesorgaan zijn voorgelegd;

b) indien de wijzigingen die de overheid aanbrengt in de ontworpen of voorgestelde maatregelen welke zij aan het adviesorgaan heeft voorgelegd, alleen tot gevolg hebben dat de maatregelen in overeenstemming worden gebracht met het uitgebrachte advies.

De in het eerste en het tweede lid voorgeschreven regeling houdt op toepasselijk te zijn wanneer de overheid aangaande de ontworpen of voorgestelde maatregelen die aan het adviesorgaan zijn voorgelegd geen beslissing heeft genomen binnen ... maanden na de datum van inwerkingtreding van het in paragraaf 1 bedoelde koninklijk besluit.

§ 3. Voor het in artikel 2, § 2, van de wet bedoelde aanwijzen van de grondregelingen is geen advies van de adviescommissie van het rijkswachtpersoneel vereist".

Artikel 20.

De artikelen 2, 3, 4 en 6 van de wet en dit besluit treden in werking op ...

Artikel 21.

De Ministers en Staatssecretarissen tot wier bevoegdheid de aan onderhandelingen onderworpen aangelegenheden behoren zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. FINCOEUR, conseillers d'Etat,
R. ANDERSEN, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.
Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.
Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

H. ROUSSEAU.